

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Privatisations-l-heritage-des-corsaire>

# Privatisations : l'héritage des corsaire

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 16 janvier 2024

## **Description :**

Privatisations : l'héritage des corsaire. Il y a deux choses que notre ego sous-estime ou s'obstine à nier : l'une est que nous sommes des hommes des cavernes avec des téléphones intelligents et (...) Jorge Majfud

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Il y a deux choses que notre ego sous-estime ou s'obstine à nier : l'une est que nous sommes des hommes des cavernes avec des téléphones intelligents. Nos prédispositions les plus primitives, et d'autres moins primitives, conditionnent notre comportement. Surtout lorsqu'il s'agit de comportements sociaux (comme les élections présidentielles), qui sont traversés par des sentiments fondamentaux tels que la [peur et le désir](#). D'autre part, l'histoire n'a pas autant changé que nous l'imaginons. Nous jugeons les apparences, comme les différences entre une charrette et une voiture sans conducteur, et non la substance de l'histoire. Nous considérons des périodes comme le féodalisme, le capitalisme, l'esclavage et les démocraties libérales comme des espèces animales différentes, alors que l'une n'est que la continuation de l'autre par des moyens différents. Je ne reviendrai pas sur ce que nous avons déjà exploré dans [Moscas en la telaraña](#), mais examinons d'autres continuités souterraines de ce type.

Le capitalisme a mis fin à la féodalité politique, mais pas à la féodalité économique, qui est pourtant l'essentiel. Les seigneurs féodaux se méfiaient du pouvoir croissant des rois, antécédents des États modernes, et n'hésitaient pas à réagir. Ils ont exercé leur pouvoir décentralisé en limitant le pouvoir centralisé de l'État, à l'exception du monopole de la force militaire et de la répression policière. Les seigneurs féodaux sont devenus de puissantes corporations, comme la Compagnie des Indes orientales et toutes les entreprises privées qui ont étendu ce pouvoir au-delà des mers, devenant une nouvelle et puissante forme d'impérialisme. Tout cela au nom de la liberté, c'est-à-dire la liberté d'un petit nombre de commander le plus grand nombre sans les contraintes d'un gouvernement qui pourrait limiter la liberté d'entreprise.

Les seigneurs féodaux sont devenus les libéraux. Ils ont non seulement détourné le pouvoir du capital des nations impériales, mais aussi des bannières populaires telles que la liberté et la démocratie. Ces mêmes bannières étaient portées par les esclavagistes américains, c'est-à-dire les familles les plus riches, aussi longtemps que dura l'esclavage légal. Après la guerre civile, les esclavagistes sont devenus les entreprises les plus puissantes d'Amérique et ont continué à se battre pour la démocratie et la libre entreprise.

Les pirates étaient des variantes de ces libéraux féodaux. Pendant des siècles, ils ont été des entreprises privées plus démocratiques que les empires qu'ils servaient et plus démocratiques que les entreprises privées d'aujourd'hui. Le capitaine à la jambe de bois ne pouvait pas abuser de son pouvoir, pour des raisons évidentes, et ses décisions nécessitaient un certain consensus de la part des autres.

Voyons brièvement ce qui, comme le nez, est invisible en raison de sa proximité avec les yeux : les mots, ces êtres à la mémoire longue et profonde.

En Amérique du Nord, les pirates terrestres s'appelaient les filibusters, nom qui vient de free-booters - avec la liberté de piller. Ce sont des pilleurs privés, soutenus par les gouvernements les plus rapaces. Ils n'étaient pas sans rappeler les pirates de mer qui étaient non seulement tolérés, comme les pirates anglais qui contribuaient à payer les dettes de la monarchie britannique, mais souvent reconnus par leurs gouvernements.

En espagnol, on les appelait les boucaniers. Les boucaniers anglais disposaient d'un pouvoir coercitif supérieur à celui de n'importe quel gouvernement colonial sous les tropiques. Au fur et à mesure que leur pouvoir augmentait, ils sont devenus les corsaires, des pirates qui ont obtenu que les royaumes qu'elles les légalisent en tant que sociétés privées au service du pillage. Les pirates avec une licence de corsaire étaient non seulement des entreprises privées avec leurs propres forces de défense, mais aussi de petites démocraties avec le pouvoir et la vocation de prendre les biens d'autrui, d'éliminer la concurrence et dans une relation intime avec leurs ennemis, les gouvernements centraux. Des capitalistes, en somme.

Comme aujourd'hui, leurs vols ont fait de leurs principaux ports, les Bahamas et la Jamaïque, les îles les plus prospères des Caraïbes. Ce n'est pas un hasard si les paradis fiscaux du monde entier sont aujourd'hui d'anciennes colonies britanniques.

Comme aujourd'hui, les pirates comme Henry Morgan investissaient leur capital excédentaire dans diverses entreprises, telles que des plantations prospères à forte main d'oeuvre esclave.

Comme aujourd'hui, mais avec des variations d'époque, certains ont réussi à devenir parlementaires (Francis Drake) ou ont été faits chevaliers par les rois de l'Angleterre démocratique (Henry Morgan), le titre, l'influence et l'argent étant transmis à leur progéniture. Parfois, ils sont devenus des statues de bronze vénérées.

Comme aujourd'hui, les entreprises privées avaient les coudées franches pour harceler d'autres entreprises plus petites et forcer les États à soutenir leur lutte pour la démocratie et la liberté. Le brevet n'est autre que les multiples légalisations qu'elles obtiennent en extorquant de l'argent aux gouvernements, presque toujours dans le cadre des lois qu'elles ont elles-mêmes réussi à faire voter par les représentants du peuple en leur faveur et pour lutter contre la corruption-illégale.

Le mot pirate trouve ses racines dans le grec. Aujourd'hui, c'est entrepreneur ou, plus précisément, l'entrepreneur, entrepreneur. La frontière entre l'entrepreneur et le pirate, entre le bon et le mauvais, était, et est toujours, ténue. Trois siècles avant le concept de plus-value, il signifiait en Angleterre « *one whotakesanother'sworkwithout permission* » - celui qui prend le travail d'un autre sans sa permission.

Dans les empires britannique, français et néerlandais, les corsaires étaient appelés pirates. S'ils faisaient la même chose que les pirates mais avaient été légalisés, ils étaient appelés corsaires. Les corsaires sont apparus au XVIIe siècle, le siècle de l'Occident, de la Compagnie des Indes orientales et d'autres sociétés privées qui pillaient l'Asie, l'Afrique et l'Amérique avec l'argent des actionnaires des capitales impériales d'Europe. Le corsaire était une personne privée ou un groupe de personnes morales. Il s'agissait de pirates légalisés, dotés d'un pouvoir d'extorsion. Dans le langage contemporain, il s'agit de paramilitaires armés de canons et de cuirassés, protégés par les gouvernements impériaux en échange d'une part du butin et pour aider au harcèlement géopolitique d'autres empires ennemis et de leurs propres colonies sans défense.

Comme nous l'avons également vu dans *Flies in the Spider's Web*, l'impérialisme européen de l'ère moderne a commencé avec la privatisation des biens communs européens et s'est poursuivi avec les méga-corporations privées à la fin du XVIe siècle, massacrant des centaines de millions d'êtres humains, détruisant et pillant des pays prospères tels que l'Inde, le Bangladesh et la Chine, perturbant leurs propres révolutions industrielles et transformant l'épicentre anglo-saxon en un exemple de civilisation, de développement, de liberté, de démocratie et de droits de l'homme.

Ensuite, pendant quelques siècles, l'impérialisme est passé en grande partie entre les mains des gouvernements, comme ce fut le cas pour la Grande-Bretagne, la France, la Belgique et les États-Unis (dans ce dernier cas, on oublie souvent qu'au cours de son premier siècle d'existence, il s'agissait d'un impérialisme territorial, aussi brutal et criminel que n'importe quel autre). Mais les colonies politiques d'outre-mer n'étant ni économiques ni pratiques pour légitimer la propagande, on est revenu à l'origine de la privatisation : pourquoi faire du Congo ou de la Bolivie des colonies territoriales si le même objectif pouvait être atteint en les forçant à privatiser leurs ressources les plus précieuses ? Qui sont les acheteurs de chaque privatisation forcée (par des élections avec des électeurs piratés ou par des dettes renouvelées) si ce ne sont les mêmes vieux corsaires, avec leurs généreux investissements de plusieurs millions de dollars ?

Ce que les corsaires appellent la *liberté-bordel*.

**Jorge Majfud\*** para su página [EscritosCríticos](#).

[EscritosCríticos](#). Giorgia, EEUU, novembre 2023.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : El Correo

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le XX de décembre de 2023.

\* **Jorge Majfud** est Uruguayen, écrivain, architecte, docteur en philosophie pour l'Université de Géorgie et professeur de Littérature latinoaméricaine et de Pensée Hispanique dans la Jacksonville University, aux États-Unis d'Amérique. *College of Arts and Sciences, Division of Humanities*. Il est auteur des romans « [La reina de América](#) » (2001), « [La ciudad de la Luna](#) » (2009) et « [Crise](#) » (2012) ; [LA FRONTERA SALVAJE](#) : 200 años de fanatismo anglosajón en América Latina », entre d'autres livres de fiction et d'essai. Blog : [Estudios Críticos](#)